



Rapport de la 10^e Assemblée générale d'EuroMed Droits
Bruxelles, 12-14 juin 2015



EuroMed Rights – Euro-Mediterranean Human Rights Network
EuroMed Droits – Réseau euro-méditerranéen des droits humain
الأورو-متوسطية للحقوق – الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان

Août 2015

EuroMed Droits
Vestergade 16
1456 Copenhagen K
Danemark

Téléphone : +45 32 64 17 00
information@euromedrights.net
www.euromedrights.org

—

Informations bibliographiques

Titre : Rapport de la 10e Assemblée générale d'EuroMed Droits

Auteur : Yasmine Kaddouri

Auteur collectif : EuroMed Droits

Publié par : EuroMed Droits

Date de première publication : septembre 2015

Nombre de pages : 28

Langue d'origine : anglais

Direction éditoriale, correction et révision :

Michel Tubiana, Marc Schade-Poulsen, Maibritt Damgaard Nielsen

La 10^e Assemblée Générale d'EuroMed Droits a été organisée
avec le soutien financier du DAPP et de SIDA



Rapport de la 10e Assemblée générale d'EuroMed Droits

Bruxelles, 12-14 juin 2015



EuroMed Rights – Euro-Mediterranean Human Rights Network
EuroMed Droits – Réseau euro-méditerranéen des droits humains
الأورو-متوسطية للحقوق- الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان

Table des matières

Introduction	6
1. Ouverture de l'Assemblée générale	6
2. Évaluer le passé	8
Rapport du président	8
Audit genre	8
Rapport d'activité et rapport financier pour 2012, 2013, 2014	9
3. Préparer l'avenir	10
Adoption d'un nouveau Programme de travail et du Budget pour 2015-2017	10
Adoption de nouveaux membres	11
Election du Comité exécutif et du Président d'EuroMed Droits	12
Révision des Statuts	13
4. Recommandations pour l'avenir – Présentation des trois ateliers	14
Atelier 1: Multiplicité des frontières décès, rencontres et accès aux droits	14
Atelier 2: Droits de l'Homme et militarisation de la politique au Sud de la Méditerranée	15
Atelier 3: Révision de la PEV : Les droits humains d'abord!	16
5. Prendre position	18
Adoption de la déclaration de l'Assemblée générale	18
6. Remerciements	20
7. Annexe : Ordre du jour de l'Assemblée générale	22

Introduction

Les 12-14 juin 2015, le Réseau euro-méditerranéen des droits humains a tenu sa 10e Assemblée générale à Bruxelles. Tous les membres ordinaires, associés et honoraires du Réseau avaient été invités, de même que des observateurs externes comme des organisations partenaires, des représentants de l'UE, des chercheurs, des journalistes et des bailleurs de fonds d'EuroMed Droits. Plus de 120 participants se sont réunis au Renaissance Hotel Brussels pour assister à la manifestation.

La réunion de tous les membres d'EuroMed Droits a également été l'occasion pour la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme d'organiser le 13 juin la 4e Consultation du Conseil des représentants.

Ce compte rendu rapporte les discussions qui se sont tenues pendant l'Assemblée générale d'EuroMed Droits, durant laquelle le rapport d'activités du Réseau, les rapports financiers, le Programme de travail pour 2015-2017 et la modification des Statuts ont fait l'objet d'une présentation, de débats et de votes. Ce compte rendu détaille également le résultat du vote relatif aux nouveaux membres, aux élections du nouveau Comité exécutif et au Président. En outre, le rapport comprend un résumé des discussions qui se sont tenues durant les trois ateliers organisés dans le cadre de l'Assemblée générale et qui avaient pour thèmes les frontières, la militarisation de la région et la future politique de l'UE à l'égard de ses voisins du Sud. Enfin, le rapport présente la déclaration finale adoptée et publiée au terme de l'Assemblée générale d'EuroMed Droits.

1. Ouverture de l'Assemblée générale

La 10e Assemblée générale a été ouverte à Bruxelles par le président d'EuroMed Droits, Michel Tubiana, le vendredi 12 juin.

L'Assemblée générale a adopté à l'unanimité l'ordre du jour de la réunion (voir Annexe), élu le Bureau de la Présidence chargé de la Déclaration finale – composé de Françoise Brié, Wadih Al-Asmar, Tarek Ben Hiba et Michel Tubiana – et désigné les membres du bureau de vote chargés de comptabiliser les suffrages pour l'élection du nouveau Comité exécutif et l'élection à la présidence.

Suite à ces votes positifs, Michel Tubiana a souhaité la bienvenue à Stavros Lambrinidis, Représentant spécial de l'UE pour les droits de l'Homme, à Azza Soliman, avocate et fondatrice du Center for Egyptian Women Legal Aid, ainsi qu'à Kamel Jendoubi, Président honoraire d'EuroMed Droits et actuellement Ministre délégué auprès du Premier Ministre de Tunisie. Ces trois grandes figures des droits de l'Homme ont fait l'honneur au Réseau de s'adresser à l'Assemblée générale.

Stavros Lambrinidis a tout d'abord remercié le Réseau de lui avoir permis d'entretenir avec lui une collaboration fructueuse. Il a poursuivi en soulignant l'importance de l'instruction, qui donne aux populations une voix politique et un pouvoir économique. A cet égard, il a noté l'importance de la société civile et déploré les menaces que font peser sur elle certains acteurs gouvernementaux, qui cherchent à l'isoler et à saper la légitimité de son travail. Ces attaques doivent être combattues et écartées. En outre, les acteurs gouvernementaux, s'abritant derrière la nécessité de lutter contre le terrorisme, ont récemment augmenté leur surveillance des fonds internationaux que reçoit la société civile. M. Lambrinidis a reconnu que si les gouvernements ont le droit d'exiger la transparence en matière de financement,



Session d'ouverture: Azza Solimane (CEWLA), Michel Tubiana (président d'EuroMed Droits), Stavros Lambrinidis (RS de l'UE pour les droits humains) et Kamel Jendoubi (ministre délégué auprès du premier ministre tunisien)

cette transparence doit être encadrée par des règles strictes. En l'absence d'un cadre légal, la transparence n'est qu'un prétexte pour limiter la liberté de réunion, d'association et d'expression. Enfin, il a indiqué que ceux qui s'opposent à une collaboration entre la société civile et l'Union européenne ont recours à l'argument fallacieux selon lequel les droits de l'Homme sont culturellement relatifs. Il a insisté sur l'universalité des droits de l'Homme, et affirmé que cette question était l'un des engagements les plus forts défendus par lui-même et l'UE.

Après cette première intervention, Azza Soliman a présenté une vue d'ensemble de la situation actuelle des droits de l'Homme en Egypte. Elle a déploré la dégradation manifeste des droits de l'Homme dans le pays, comme le montre l'enquête menée sur le travail du Cairo Institute of Human Rights Studies. Cette enquête est emblématique des attaques à plus grande échelle menées actuellement contre la société civile, en particulier contre les organisations des droits de l'Homme. La situation a de graves conséquences : de nombreux militants des droits de l'Homme sont détenus et condamnés à des années de prison, beaucoup d'autres ont l'interdiction de voya-

ger et l'on observe une augmentation des cas de disparition forcée, de détention arbitraire et d'assassinat. Azza Soliman elle-même est actuellement poursuivie en raison de son rôle en qualité de témoin du meurtre de Shaima al-Sabbagh. Elle a lancé un appel pour qu'un soutien plus actif soit accordé à la société civile du pays ; ce soutien est nécessaire pour renforcer les efforts de la jeunesse égyptienne, qui cherche à mettre son pays sur la voie de la démocratie.

Le dernier intervenant de cette session d'ouverture a été Kamel Jendoubi, ministre délégué auprès du Premier ministre de Tunisie et Président honoraire d'EuroMed Droits. Il a fait savoir à quel point il était ému et fier d'être présent à l'Assemblée générale. Il a rappelé aux participants que les défenseurs des droits de l'Homme risquaient de perdre leur liberté en luttant pour la démocratie, comme cela a été le cas pour M. Mazen Darwish en Syrie. Kamel Jendoubi a condamné la dégradation des droits de l'Homme dans toute la région MOAN après les soulèvements arabes. Il a ensuite abordé plus en détail la situation de la Tunisie, qui doit faire face à deux grands défis : le terrorisme d'une part et, d'autre part, un contexte économique et social extrêmement inquiétant. De son point de vue, l'attaque terroriste du Bardo visait la civilisation tunisienne, la jeune démocratie et le principe d'hospitalité. Il a néanmoins souligné avec fierté que l'attaque n'avait pas eu les effets souhaités et qu'elle avait au contraire rapproché les Tunisiens dans leur soutien aux droits de l'Homme et à la démocratie. A ce sujet, il a souligné qu'il était impératif de ne pas compromettre les droits de l'Homme pour des questions de sécurité et il a lancé un appel à la communauté internationale et à l'UE afin qu'elles travaillent dans cette direction. A cet égard, la Politique européenne de voisinage (PEV) de l'UE n'est pas en mesure de réagir à la situation dans les pays de la Méditerranée et elle doit être révisée de fond en comble. En conclusion, il a demandé qu'un soutien plus grand soit accordé au processus de démocratisation en Tunisie, qui a d'importantes répercussions pour l'ensemble de la région.

2. Évaluer le passé

Le vendredi 12 juin, le président Michel Tubiana a ouvert la journée en présentant le rapport moral. Cette allocution a été suivie d'une présentation de l'Audit Genre d'EuroMed Droits par la Chargée de Programme Genre, Sarah Gjerding. Enfin, le Rapport d'activité pour 2012-2014 a été présenté par le Directeur exécutif d'EuroMed Droits, Marc Schade-Poulsen, puis le Rapport financier par le Trésorier, Moataz El Fegier.

RAPPORT DU PRÉSIDENT

Michel Tubiana, président d'EuroMed Droits, a tout d'abord exprimé la solidarité du Réseau avec ses membres palestiniens de Gaza qui n'ont pas pu assister à l'Assemblée générale, empêchés de quitter Gaza à temps par les autorités israéliennes. Il a attiré l'attention des participants sur la récurrence intolérable de ces restrictions à la liberté de circulation dans la région.

Michel Tubiana a ensuite donné une vue d'ensemble de la situation des droits de l'Homme dans la région méditerranéenne. Il a déploré la détérioration de la situation des droits de l'Homme en Egypte où les défenseurs des droits de l'Homme sont actuellement confrontés à de graves menaces. Il a également abordé la situation et les nombreuses atrocités que subissent les civils syriens. A propos de cette question critique, Michel Tubiana a observé qu'« En Syrie, des hommes, des femmes, des enfants sont tués, violés, humiliés, par la volonté d'un pouvoir dictatorial ou d'une poignée de fous de dieu. Cette souffrance nous appartient, a-t-il ajouté. Nous la portons. Non pas comme la misère du monde, mais comme une volonté de révolte ». A cet égard, il a fermement rejeté les arguments concernant la relativité culturelle des droits de l'Homme.

Compte tenu des violations très graves des droits de l'Homme perpétrées récemment dans la région, il a reconnu qu'à première vue, les révolutions arabes pouvaient être considérées comme un échec. Toutefois, il a encouragé les participants à les analyser dans une perspective plus générale. Ces révolutions ont vu l'engagement de jeunes gens, de femmes et d'hommes qui luttent pour la démocratie. Ils ont discuté, se sont réunis dans la rue et ont tous ensemble, en tant que citoyens, fait entendre leur voix, ce qui déjà en soi n'a pas de prix. Il a toutefois déploré la réaction de l'Europe à ces crises, réaction guidée davantage par ses intérêts économiques que par les valeurs de la démocratie. Il a attiré l'attention des participants sur la politique migratoire de l'UE, qui a entraîné la mort en mer de milliers de personnes.

Il a encouragé les participants à soutenir les droits de l'Homme sans ambiguïté et à continuer de les soutenir, à accueillir les nouveaux mouvements, en particulier ceux qui militent en faveur des droits des femmes, et à soutenir la nouvelle démocratie tunisienne.

Michel Tubiana a terminé en remerciant les membres du Comité exécutif pour la fermeté de leur engagement. Il a ensuite signalé le lancement du nouveau site Web d'EuroMed Droits et fait observer que le Réseau doit poursuivre son travail pour renforcer la communication externe.

Le Rapport moral a été approuvé à l'unanimité par l'Assemblée générale le 12 juin.

AUDIT GENRE

L'Audit Genre a été présenté par la Chargée de Programme d'EuroMed Droits, Sarah Gjerding. Elle a commencé par expliquer la méthodologie employée et le but de l'Audit Genre 2015. Elle a ensuite brossé un tableau du contexte régional actuel en ce qui concerne l'égalité homme-femme, tant en Europe (la crise économique et les mesures d'austérité) et dans le Sud de la Méditerranée (soulèvements arabes).

Ces développements ont eu de graves répercussions sur les droits économiques et sociaux des femmes, et ils ont placé le rôle des femmes au cœur du débat sociétal.

Après cette introduction, elle a présenté les résultats de l'audit et discuté de la façon d'aller plus loin. La recommandation principale est que le Réseau capitalise sur son expérience et facilite les échanges d'expériences et de meilleures pratiques entre ses membres, afin que le Réseau devienne une « plate-forme de ressources pour le Genre ». Parmi les recommandations destinées aux membres, il faut noter la poursuite de l'intégration de la dimension genre dans leur travail et le travail de collecte visant à regrouper des données encore dispersées. Une dernière recommandation a été adressée aux membres afin qu'ils soutiennent l'engagement actif des hommes dans la promotion de l'égalité homme-femme, tant au niveau organisationnel qu'au niveau des programmes.

Enfin, Sarah Gjerding a parlé de réalisation concrète des recommandations. Un plan d'action sera préparé pour assurer la mise en œuvre de la Politique d'égalité homme-femme d'EuroMed Droits, ainsi que des recommandations résultant de l'Audit Genre. Ce processus impliquera tant le nouveau Comité exécutif que le nouveau référent/la nouvelle référente politique pour le Programme Genre. En outre, un « kit » intégration de la dimension genre pour les Groupes de travail thématiques et par pays sera préparé, afin de renforcer l'égalité homme-femme dans le travail des Groupes de Travail.

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET RAPPORT FINANCIER POUR 2012, 2013, 2014

Le Rapport d'activité 2012-2014 a été présenté par le Directeur exécutif d'EuroMed Droits, Marc Schade-Poulsen. M. Schade-Poulsen a tout d'abord partagé avec les participants ses inquiétudes au sujet de la situation géopolitique dans la région de la Méditerranée.

Après cette introduction, il a confirmé que, dans l'ensemble, les recommandations et la Stratégie adoptées à l'Assemblée générale de 2012 avaient été mises en œuvre (renforcement des partenariats, consolidation du travail régional d'EuroMed Droits, meilleures capacités de plaidoyer de ses membres, etc.). Il a également souligné le travail plus intense d'EuroMed Droits au niveau national, qui avait aussi fait l'objet d'une recommandation pendant l'Assemblée générale de 2012. Une autre ligne de travail importante a été la restructuration du Secrétariat, visant à faciliter son développement et à améliorer son efficacité ; il a observé que cette restructuration était presque terminée. Il a terminé son rapport en adressant des remerciements au Comité exécutif, au personnel et aux bailleurs de fonds qui ont rendu possible tout ce travail.

Ensuite le Rapport financier a été présenté par le Trésorier d'EuroMed Droits, Moataz El Fegieri. Il a commenté trois documents importants : les Rapports financiers pour la période 2012-2014, les Résultats financiers pour 2001-2014 et le Budget 2012-2014. Ensuite il a remercié les bailleurs de fonds et le personnel d'EuroMed Droits.

La présentation du Rapport d'activité 2012-2014 et des Rapports financiers 2012-2014 a été suivie d'une discussion en séance plénière. Les participants ont fait connaître leurs inquiétudes et leurs remarques, notamment le fait que le Réseau devrait :

- » Rendre tangibles les progrès de son travail sur les droits économiques et sociaux ou bien retirer ce point de son programme de travail ;
- » Intensifier son travail sur la situation syrienne et les droits des réfugiés syriens ;
- » Augmenter sa couverture de la situation en Algérie et en Egypte.
- » Développer son programme de suivi et d'évaluation.
- » Poursuivre son travail de développement de sa communication externe et interne.

Le Rapport d'activité 2012-2014 et les Rapports financiers 2012-2014 ont été approuvés à l'unanimité par l'Assemblée générale le 12 juin.

3. Préparer l'avenir

Ce chapitre traite de l'avenir du Réseau. Le samedi 13 juin, les participants ont été invités à discuter des documents de planification pour les années à venir, à voter sur l'acceptation de nouveaux membres et à élire un nouveau Comité exécutif et la présidence d'EuroMed Droits. Les Statuts du Réseau ont fait l'objet d'une révision par l'Assemblée générale le 14 juin.

ADOPTION D'UN NOUVEAU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DU BUDGET POUR 2015-2017

Le deuxième jour de l'Assemblée générale, la première séance a porté sur le Programme de travail et le Budget prévisionnel pour 2015-2017. Le Directeur exécutif, Marc Schade-Poulsen, présidait cette séance.

Comme indiqué durant la séance, le Programme de travail 2015-2017 ne comporte pas de changements majeurs en ce qui concerne les thèmes et les pays sur lesquels le Réseau va se concentrer. Toutefois, il a été observé que le Réseau allait renforcer son travail au niveau des pays afin de prendre en compte les développements dans la région

Le programme au niveau national et bilatéral a été présenté :

- » **Algérie** : protection renforcée des défenseurs et organisations des droits de l'Homme ;
- » **Egypte** : développement d'un programme de protection avec des éléments de plaidoyer et d'observation de procès afin de soutenir les militants égyptiens des droits de l'Homme et leurs organisations ;
- » **Libye** : protection et renforcement de la société civile libyenne et du plaidoyer au niveau de l'UE et de l'ONU ;
- » **Palestine, Israël et Palestiniens** : lutte contre l'impunité, lutte contre la politique de séparation (Gaza et les colonies) et soutien aux droits des prisonniers ;
- » **Syrie** : augmentation de la capacité des groupes et militants syriens des droits de l'Homme à documenter les violations des droits de l'Homme, à promouvoir la redevabilité pour les violations des droits de l'Homme et à mener des actions de plaidoyer ;
- » **Tunisie** : renforcement du dialogue tripartite (UE/gouvernement/société civile) et du développement des compétences de la société civile tunisienne.

Marc Schade-Poulsen a souligné le fait que le travail régional ne serait pas négligé en faveur du travail au niveau national. Le travail régional est au centre même de l'existence d'EuroMed Droits et y restera à l'avenir. Dans l'optique de la construction d'un programme régional plus fort, le Réseau souhaite se consacrer aux questions qui ont une résonance politique directe, tant au Sud qu'au Nord.

Plus précisément, le Réseau propose six priorités thématiques régionales :

- » Droits économiques et sociaux ;
- » Droits des migrants et des réfugiés ;
- » Lutte contre la discrimination, notamment liberté de conscience et droits des minorités ;
- » Egalité des genres et droits des femmes ;
- » Etat de droit ;
- » Créer un environnement favorable au travail de la société civile.

Il a terminé en présentant la méthodologie qui serait employée et le projet de budget alloué à ces priorités.

Le débat qui a suivi a été facilité par Ishai Menuchi, Directeur exécutif de PCATI (Public Committee Against Torture in Israël), et a donné aux membres la possibilité de partager leurs vues sur le Programme de travail.

Plusieurs points ont été soulevés par les participants, entre autres :

- » Le besoin de visibilité, de coordination et de coopération dans le travail des différents GT ;
- » L'importance d'une formation transversale pour chacun des GT sur des points qui les concernent tous, par exemple la question de la redevabilité et celle du genre ;
- » La nécessité d'un équilibre dans le budget entre approche thématique et approche par pays ;
- » Une utilisation prudente du mot « radicalisation ».



Débat en session plénière

Durant la matinée du dimanche 14 juin 2015, le Programme de travail 2015-2017 et le budget correspondant ont été approuvés à l'unanimité par l'Assemblée générale.

**Deux organisations ne sont pas mentionnées pour des raisons de sécurité.*

ADOPTION DE NOUVEAUX MEMBRES

L'adoption des nouveaux membres d'EuroMed Droits s'est tenue le vendredi 12 juin. Neuf organisations candidates ont délégué leurs représentants à l'Assemblée générale. Les huit organisations souhaitant devenir membres ordinaires et l'organisation souhaitant devenir membre associé ont été officiellement acceptées par l'Assemblée générale, et déclarées membres.*

Membres nationaux ordinaires

- » Center for Legal Aid - Voice in Bulgaria, Bulgarie
- » Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, Tunisie
- » Helsinki Citizens' Assembly, Turquie
- » Ligue de l'Enseignement, France
- » Syndicat national autonome des Personnels de l'Administration publique (SNAPAP), Algérie
- » Syrian Human Rights Organization (SWASIAH), Syrie

Membre associé

- » International Bar Association's Human Rights Institute (IBAHRI)

L'Assemblée générale a noté que les organisations suivantes ont cessé de travailler avec EuroMed Droits, ou ont mis un terme à toutes les activités en rapport avec les domaines de travail et les objectifs énoncés dans les Statuts d'EuroMed Droits, ou encore n'ont pas honoré leurs obligations financières envers EuroMed Droits :

- » Membres ordinaires : Conseil national pour les Libertés en Tunisie (CNLT), Tunisie ; Centre for Media Freedom (CMF MENA), Maroc ; Ligue algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADH), Algérie ; Libyan League for Human Rights, Libye ; Fondation René Moawad, Liban ; Rights and Freedom Association, Chypre.

» Membres associés : Penal Reform International, RU ; Euro-Arab Dialogue from Below, Pays-Bas; International Service for Human Rights, Suisse ; Iraqi Human Rights Association (IHRS), Danemark; Article 19 International Centre Against Censorship, RU ; Foundation for International Studies, University of Malta, Malte.

ELECTION DU COMITÉ EXÉCUTIF ET DU PRÉSIDENT D'EUROMED DROITS



Membres votant pour leur nouveau président et Comité exécutif

L'élection des nouveaux membres du Comité exécutif et du/de la Président/e s'est tenue le samedi 13 juin. 56 membres ordinaires ont participé à ce vote. Le comité électoral était composé de Marie Lavrentiadou, Présidente de l'EEDDA (Comité grec pour la solidarité démocratique internationale), de Lilia Rebai, Coordinatrice du Projet UE-Tunisie et de Vincent Forest, Directeur du Plaidoyer.

Six représentants d'une organisation membre située dans le Nord et six représentants d'une organisation membre située dans le Sud ont été élus – soit sept hommes et cinq femmes – comme suit :

ORGANISATION	CANDIDAT(E)	PAYS
PAYS MEDITERRANEENS PARTENAIRES DE L'UE		
Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM)	Nabia HADDOUCHE	Maroc
Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)	Moataz EL FEGIERY	Egypte
Centre libanais des Droits humains (CLDH)	Wadih AL-ASMAR	Liban
Forum tunisien pour les Droits économiques et sociaux	Messaoud ROMDHANI	Tunisie
Human Rights Association (IHD)	Osman IŞÇI	Turquie
The Palestinian Center for Human Rights	Hamdi SHAQQURA	Palestine
PAYS MEMBRES DE L'UE		
ACSUR	Isaías BARREÑADA	Espagne
Arci – Associazione Ricreativa e Culturale Italiana	Raffaella BOLINI	Italie
Association européenne pour la défense des Droits de l'Homme	Catherine TEULE	membre régional/Belgique
DIGNITY	Søs NISSEN	Danemark
TAPRI - Mediterranean Studies Project, Tampere Peace Research Institute, Université de Tampere	Anitta KYNSILEHTO	Finlande
PRESIDENT D'EUROMED RIGHTS		
Ligue des droits de l'Homme	Michel Tubiana	France

RÉVISION DES STATUTS

La révision des Statuts d'EuroMed Rights a été discutée le dimanche 14 juin. Tout d'abord, Michel Tubiana a présenté les procédures de vote pour l'adoption ou le rejet des amendements. Un débat très intéressant a suivi, concernant les 30 amendements proposés par le CE.

Les principales modifications approuvées par les membres sont les suivantes :

- » Le nom du Réseau est modifié en "EuroMed Rights/EuroMed Droits" – Réseau euro-méditerranéen des droits humains
- » Dans certaines circonstances, EuroMed Droits soutiendra financièrement les efforts de ses membres. Ce soutien, considéré comme exceptionnel, requiert l'aval de deux tiers des membres du CE ;
- » Le nombre de mandats consécutifs du/de la Président/e est limité à deux. Michel Tubiana a souligné la rétroactivité de cet amendement, ce qui signifie que le Président actuel effectue son dernier mandat ;
- » Il a été convenu que lors de chaque Assemblée générale, le CE soumettrait un rapport spécial détaillant les changements relatifs aux membres, y compris les démissions, expulsions ou exclusions intervenus depuis la dernière AG ;
- » L'Assemblée générale a supprimé la clause stipulant que les demandes de contrat et de financement devraient être conclues et signés par le Directeur exécutif, avec le concours du Trésorier et du Président (pour les contrats supérieurs à 30 000 €).



Le Comité exécutif, nouvellement constitué (en l'absence de Hamid Shaqqura qui n'a pu participer à l'AG)

Les principales modifications refusées (pour ne pas avoir obtenu l'accord de deux tiers des membres) sont les suivantes :

- » La série d'amendements permettant de transférer l'adoption des membres au Comité exécutif pour une inclusion plus rapide des nouveaux membres a été rejetée. L'amendement relatif à la création d'un comité des conflits a également été rejeté. Ce comité était conçu comme une institution officiellement mandatée pour régler les situations de conflits concernant les membres et délibérer sur le sujet. Cette série d'amendements a été refusée par les membres au motif que ces mesures risquaient d'augmenter inutilement le pouvoir du Comité exécutif.

4. Recommandations pour l'avenir – Présentation des trois ateliers

Le samedi 13 juin, trois ateliers portant sur des éléments clés du travail du Réseau ont été organisés : sur la question des frontières, la militarisation de la région et les futures politiques de l'UE envers ses voisins du Sud. Ce fut l'occasion pour les intervenants et les participants d'échanger des informations et leurs points de vue sur ces questions. Les discussions, commentaires et recommandations exprimés pendant ces trois ateliers ont été discutés en séance plénière le dimanche 14 juin, et sont considérés comme des apports importants pour le Programme de travail 2015-2017.

ATELIER 1: MULTIPLICITÉ DES FRONTIÈRES : DÈCÈS, RENCONTRES ET ACCÈS AUX DROITS

L'objectif de cet atelier était d'examiner, sous l'angle des droits de l'Homme, comment la question des frontières affecte les droits des migrants et des réfugiés dans la région euro-méditerranéenne et de réfléchir à ce problème.

Trois présentations ont été consacrées respectivement aux frontières de l'Europe, aux frontières avec les pays du Sud et aux frontières de l'UE/à la mer Méditerranée.

Radostina Pavlova (Center for Legal Aid - Voice of Bulgaria) a soulevé un certain nombre de questions concernant les cadres législatifs et politiques et les systèmes de protection relatifs aux migrants et aux réfugiés tentant de pénétrer dans le pays. Elle a souligné, par exemple, le rôle des frontières matérielles et immatérielles et les violations des droits de l'Homme qui se multiplient. À la lumière de cette situation, elle a insisté sur la nécessité, pour la société civile, d'être présente aux postes frontières pour surveiller la situation actuelle, et sur le besoin urgent de transparence en la matière de la part des gouvernements.

Rachid Malaoui (SNAPAP) a présenté le rapport d'EuroMed Droits sur Maghnia et les violations des droits de l'Homme perpétrées à la frontière algéro-marocaine. Il a souligné la vulnérabilité des réfugiés et des migrants en Algérie, rappelant que les réfugiés sahraouis et palestiniens, de même que les réfugiés politiques originaires de Syrie et d'Irak, se retrouvent sans protection. Ces réfugiés sont privés d'accès au travail et au logement, ce qui limite considérablement leur autonomie et leur capacité à assurer leur propre subsistance. Ils sont privés de leurs droits les plus élémentaires et sont exposés en permanence à la détention. L'Algérie travaille depuis quatre ans à une nouvelle législation sur l'asile, mais n'a encore promulgué aucune loi nationale sur le sujet, ni mis en place aucun organisme pour gérer les dossiers de demande. Les travailleurs migrants n'ont pas accès aux syndicats, ni au regroupement familial. Les sans-papiers, dont la plus grande partie est originaire d'Afrique subsaharienne, vivent sous des tentes, parqués dans des ghettos en dehors des villes. Ils sont très vulnérables, et le plus souvent arrêtés et reconduits à Oujda, de l'autre côté de la frontière marocaine.

Marie Martin, Chargée de Programme d'EuroMed Droits, a ensuite évoqué les politiques migratoires de l'UE, essentiellement axées sur la sécurité. L'UE a mis en place des mécanismes de coopération, comme Frontex, qui s'occupent avant tout de contrôler les frontières, en négligeant les opérations de recherche et de sauvetage. Elle a expliqué comment l'UE avait externalisé le contrôle de ses frontières en le confiant à des pays tiers tels que le Maroc, la Tunisie et la Libye, par le biais de partenariats pour la mobilité et d'accords de réadmission.

L'assistance a fait remarquer que les politiques de l'UE contribuaient de facto à repousser ses frontières vers le sud. Le fait que les frontières mauritaniennes

soient gardées par la police espagnole des frontières avec la bénédiction de l'UE est un bon exemple de ces pratiques. A ce sujet, la discussion a porté essentiellement sur la façon dont la société civile peut s'inscrire en faux contre ces politiques d'externalisation, et sur la nécessité de mobiliser la société civile, à cet égard, des deux côtés de la Méditerranée.

En second lieu, les participants ont plaidé pour un éveil des consciences au sein des populations locales et sur la nécessité de multiplier les campagnes de lobbying auprès des gouvernements du sud et du nord, afin qu'ils régularisent les migrants clandestins et assurent la protection de leurs droits. Plus spécifiquement, les participants ont invité EuroMed Droits à œuvrer, au niveau de la communication, pour la promotion d'une vision positive des réfugiés et des migrants.

Enfin, les participants ont appelé à une meilleure documentation des violations et à un suivi plus attentif de la situation aux frontières du Sud, dans la mesure où cette information est essentielle pour le travail de plaidoyer concernant les quotas de réinstallation à imposer aux Etats membres de l'UE.

ATELIER 2: DROITS DE L'HOMME ET MILITARISATION DE LA POLITIQUE AU SUD DE LA MÉDITERRANÉE

Cet atelier portait essentiellement sur les conséquences multiples de la militarisation au Sud de la Méditerranée. La présentation a été assurée par Mario Abou Zeid, analyste de recherche du Carnegie Middle East Center, et par Shawan Jabareen, Directeur général d'Al Haq, en Palestine.

Mario Abou Zeid a présenté les dynamiques locales des pays en crise au Sud de la Méditerranée. En premier lieu, il a rappelé le niveau de militarisation inédit auquel se trouve actuellement confrontée la région MOAN. La dernière série de crises (Egypte, Syrie, Irak et Libye) a eu un impact considérable, et contribué à une prolifération de groupes islamiques extrémistes. Ces organisations, a-t-il expliqué, s'emploient à combler le vide créé par les Etats, et prennent le contrôle des structures sociales et politiques.

En réaction à cette montée en puissance, les gouvernements ont recours à la violence, avec des résultats contreproductifs. Il a déploré les conséquences de cette approche, qui contribue à une plus grande déstabilisation, à des violations des droits de l'Homme et à des déplacements massifs de population. Il a ensuite parlé de la crise en Syrie, qui a généré une énorme population de réfugiés, entièrement dépendante de l'aide extérieure. Cette population instable est une cible idéale pour les organisations religieuses militantes, cherchant à disséminer leur version de l'islam. Il estime que la source initiale du conflit n'est pas militaire, mais socio-politique ; dans cette optique, il a souligné la nécessité pour les Etats de se consacrer à la reconstruction des institutions nationales plutôt qu'à leur destruction. Inclure toutes les parties prenantes, y compris la société civile, est un facteur clé pour instaurer dans ces pays un nouveau contrat social.

Après cette première présentation, Shawan Jabareen a décrit la situation actuelle dans la région MOAN dans une perspective « droits de l'Homme ». A son avis, l'une des principales racines des conflits actuels est l'incapacité des Etats à gérer démocratiquement leurs citoyens et à construire une notion de citoyenneté fondée sur la dignité et sur les libertés. Par ailleurs, les forces motrices des crises doivent être analysées au niveau international. Ces conflits exigent que nous prenions un peu de recul pour comprendre quels sont les acteurs subrepticement impliqués. L'industrie des armes tire des bénéfices significatifs des massacres et de la violence omniprésente. Ce n'est pas une coïncidence si la région MOAN est devenue une zone de conflit en raison des opportunités financières offertes par la production du pétrole et du désir des gouvernements de se fournir en armes lourdes. M. Jabareen a plaidé pour une solution politique démocratique plutôt que militaire, cette dernière permettant aux dictatures de recourir à la violence sous prétexte de lutter contre le terrorisme. En conclusion, il a encouragé les participants à consacrer leurs efforts aux accords avec la société civile et à la sensibilisation de l'opinion publique à cette question. Il a aussi encouragé les participants et le Réseau à promouvoir les valeurs universelles des droits de l'Homme au niveau local et international, de manière à parvenir à une résolution politique crédible de ces conflits. Enfin, il a invité le Réseau à déclarer clairement que la militarisation et la prolifération des armes contribuent sur le terrain à la multiplication des crimes, et que la seule solution possible doit avoir des fondements politiques et démocratiques.

Ces présentations ont donné lieu à des discussions variées et animées.

Le débat a commencé avec la question cruciale de savoir si l'opposition syrienne doit ou non être armée. Le sujet n'a pas fait consensus : d'un côté, les civils sont les premières victimes mais, de l'autre, le fait de ne pas armer l'opposition permet aux extrémistes de combler le vide, ce qui conduit à un surcroît de destruction. Toutefois, tout le monde s'est accordé à dire qu'il était trop tard pour armer les parties prenantes dans la situation actuelle.

Ensuite, la discussion a porté sur le rôle de la communauté internationale. Au début du conflit, les militants de terrain avaient appelé les Nations Unies et la Cour internationale de Justice à agir, mais ils ont perdu toutes leurs illusions à ce sujet. A cet égard, Shawan Jabareen a mis en avant la nécessité de mobiliser l'opinion publique plutôt que de s'en remettre à la communauté internationale officielle. Compte tenu de l'importance de l'industrie de l'armement aux Etats-Unis, il est nécessaire de prendre en compte les intérêts financiers de cette industrie dans ce cadre. Au cours du débat, des pays tels que l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et la Turquie ont été également dénoncés pour le rôle négatif qu'ils jouent dans ces conflits régionaux.

En conclusion, les participants ont proposé plusieurs solutions pour faciliter le processus de paix dans la région. Ils ont souligné la nécessité pour la société civile de réfléchir sur le sujet, de proposer des solutions et des actions concrètes. Les organisations de société civile doivent travailler sur des solutions à long terme et proposer des alternatives viables pour la reconstruction des Etats et de leurs institutions. Ils ont aussi appelé à investir davantage dans l'éducation, seul élément à même de développer des modalités de coexistence. Cette question doit être analysée plus avant et traduite en actes tangibles par le Réseau et ses organisations membres.

ATELIER 3: RÉVISION DE LA PEV : LES DROITS HUMAINS D'ABORD !

Cet atelier avait pour objet d'examiner la Politique européenne de voisinage (PEV), qui est l'un des principaux instruments de collaboration avec ses voisins du Sud.

L'atelier a débuté par une présentation d'Erwan Lannon, Professeur à l'Université de Gand, sur la révision de la PEV. Rédigée une première fois en 2004 par la Commission européenne, elle a été révisée en 2011 et en 2015. Dans la révision 2011, de nouveaux principes ont été introduits. Ils insistaient sur les processus démocratiques des partenaires de l'UE, sous le titre « soutenir les progrès en faveur de la démocratie solide ». La définition du terme démocratie reposait sur les critères politiques et économiques d'accession à l'UE, appelés « critères de Copenhague » : élections libres et équitables, liberté d'association, système judiciaire indépendant, etc. Comme l'a souligné Erwan Lannon, ce principe de conditionnalité devrait être revu en fonction des normes différentes que l'UE applique à ses membres et à ses voisins. Ces différences ont un effet certain sur la crédibilité de l'UE et de ses politiques. La discussion a ensuite porté sur l'approche « donnant-donnant (ou more for more) », créée pour inciter les pays voisins désireux d'entreprendre des réformes politiques et de respecter les droits humains, les principes de la démocratie et l'état de droit. M. Lannon a souligné que cette approche devait se traduire par des actions concrètes.

L'atelier s'est poursuivi avec l'intervention de Thomas Seiler, Responsable politique de l'équipe PEV. Il a commencé par une brève présentation du document de consultation de la Commission et des principes retenus : différenciation, spécificité, flexibilité et appropriation. Les deux principaux points qui ressortent des contributions reçues des pays partenaires, des différentes parties prenantes et des OSC par le Service européen d'action extérieure (SEAE) sont en premier lieu le besoin de différencier la PEV et de l'adapter spécifiquement à chaque pays et, en second lieu, la nécessité d'intégrer de plus nombreuses questions relatives à la sécurité. En outre, les Etats membres réclament une PEV plus politique. Ce point de vue est aussi celui de Thomas Sailor, qui se déclare en faveur d'une plus large part d'aspects politiques, y compris une analyse de la situation des droits humains, dans le rapport de suivi. Sur cette base, le SEAE pourrait suggérer que la PEV devienne partie intégrante de la politique étrangère de l'UE. Il a enfin évoqué la nécessité de clarifier auprès des délégations de l'UE sur le terrain les meilleurs moyens de mettre à contribution les OSC et d'investir dans une communication plus politique du processus de la PEV.

La dernière présentation de cet atelier a été celle de Vincent Forest, Directeur du Plaidoyer d'EuroMed Droits. Il a fait remarquer le problème transversal posé par l'approche « droits humains » de la PEV. Il a souligné la nécessité de considérer les quatre principes de la PEV sous l'angle des droits humains, et de faire des OSC des partenaires clés. La discussion a surtout porté sur le principe de « différenciation » et sur le maintien du principe de conditionnalité. Il serait utile que l'UE identifie les principaux domaines pour lesquels la conditionnalité serait une valeur ajoutée. Il faudrait au minimum faire en sorte que l'UE ne soutienne pas des acteurs responsables de violations des droits de l'Homme. L'équipe de Plaidoyer a suggéré d'ajouter un autre principe, à savoir la nécessaire cohérence entre la PEV et les autres instruments et politiques de l'UE, ainsi qu'entre les politiques de l'UE et celles des Etats membres. Vincent Forest a conclu en encourageant l'UE à élargir son approche régionale au-delà des partenaires de la PEV. Les principaux objectifs sont : 1) le développement d'une stratégie des droits humains dans les pays du Sud, 2) le développement d'une approche migratoire respectueuse des droits de l'Homme et 3) l'inclusion systématique, dans les accords de libre-échange, des progrès réalisés.

A la suite de ces trois présentations, le débat s'est focalisé sur l'engagement de la société civile et sur le principe donnant-donnant.

Les participants de l'atelier ont considéré que l'un des principaux problèmes de la PEV était le manque d'intégration de la société civile dans la prise de décision. L'UE doit absolument intensifier ses relations avec la société civile. La mobilisation des OSC est un moyen d'aller de l'avant et d'assurer la transition démocratique et le suivi effectif du processus.

Il a également été rappelé que, depuis le processus de Barcelone, chaque révision de la PEV a eu pour effet de réduire l'importance de la dimension « droits humains ».

En conséquence, les recommandations ont été les suivantes : flexibilité accrue, plus grande cohérence du principe de conditionnalité et implication plus nette de la société civile. En outre, une approche différenciée et flexible devrait inclure des récompenses et des pénalités en fonction du respect plus ou moins grand

du principe donnant-donnant en matière de droits humains et de démocratie. Son application doit être uniforme et ne pas porter uniquement sur les questions relatives aux politiques commerciales et migratoires de l'UE.

A la fin de la session, l'équipe Plaidoyer a proposé de préparer une réponse aux questions soulevées dans le document de consultation sur la base des discussions conduites pendant l'atelier.



Atelier3: Révision de la PEV: les droits humains d'abord!

5. Prendre position

Pour conclure cette réunion de trois jours, l'Assemblée générale a publié une déclaration sur les principales thématiques d'intérêt du Réseau et de ses membres.

ADOPTION DE LA DÉCLARATION FINALE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le Comité exécutif a préparé un premier projet de déclaration, après quoi le Bureau provisoire chargé de la Déclaration finale, composé de Françoise Brié, Wadih Al Asmar, Tarek Ben Hiba et Michel Tubiana, s'est réuni le vendredi 12 juin 2015 pour discuter des remarques et commentaires fournis par les participants. Une version révisée de la déclaration a été soumise le 14 juin en séance plénière, pour discussion et débat. Après d'importantes contributions des participants, la résolution finale, telle qu'elle figure ci-dessous, a été votée et adoptée (1 voix contre). Cette déclaration a été publiée le 16 juin sur le site Internet d'EuroMed Droits.



Vote pour l'adoption de la déclaration de l'Assemblée générale

10^{ème} Assemblée générale : Déclaration finale

Nous, membres de la société civile euro-méditerranéenne, déclarons ce qui suit :

La création de l'Union pour la Méditerranée en remplacement du Processus de Barcelone, les révolutions qui ont secoué le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et leurs répercussions, ajoutées au maintien illégal, par Israël, de l'occupation, de l'expansion des colonies et de l'annexion de territoires en Palestine et sur les Hauteurs du Golan, ont provoqué de nombreux bouleversements dans la région Euromed. Face à la brutalité du régime, en Irak et en Syrie, et des groupes armés, tel le prétendu « Etat islamique », à la militarisation croissante de la région tout entière, notamment en Libye, et aux mesures dictatoriales entrées en vigueur dans des pays comme l'Egypte, le besoin de démocratie se fait cruellement sentir.

L'Union pour la Méditerranée se fonde sur de grands projets économiques, et se soucie fort peu de la société civile et des aspirations des peuples en matière de démocratie et de justice sociale, telles qu'elles sont apparues sur le devant de la scène à la faveur des événements de 2011. Avec la complicité des régimes en place dans ces pays, l'Union pour la Méditerranée pratique une approche fondée sur l'investissement, les projets de construction majeurs et le libre échange, au détriment d'une approche holistique des divers pays de la région et du développement équitable. Au sud de la Méditerranée, des millions de personnes, dont des femmes et des jeunes, ont pris de gros risques pour réclamer la dignité et la liberté. Malgré les suites données à ces mouvements, leurs voix ont été entendues.

Dans le même temps, des politiques répressives conduites par ces régimes contestés ont fait des ravages : société civile réduite au silence, incapacité à proposer des alternatives politiques significatives, conditions socio-économiques désastreuses, espoirs déçus et, dans certains cas, retour aux situations passées, etc.

L'Union européenne (UE) connaît une crise économique sans précédent, qui a entraîné de nombreuses mesures d'austérité, généralement très mal acceptées par ses citoyens. En ce qui concerne le processus démocratique, le prix à payer est lourd, dans la mesure où il s'accompagne de restrictions des libertés et d'une montée en puissance de la xénophobie, du racisme, de l'antisémitisme et de l'islamophobie. Obsédée par les questions de sécurité, l'UE se referme sur elle-même, transformant sans vergogne la Méditerranée en un vaste cimetière où sont ensevelis par milliers ceux qui espéraient lui demander asile.

Dans ce contexte :

Priorité doit être donnée à la protection des militants des droits de l'Homme dont le rôle est vital pour l'avenir, et au développement de la capacité de la société civile à jouir pleinement de ses droits fondamentaux.

Incorporer à nos actes et à nos attentes des mesures concrètes pour l'égalité homme-femme, et notamment la lutte contre toutes les formes de violence envers les femmes, est essentiel si nous voulons réaliser les changements auxquels nous aspirons.

Construire des passerelles entre les sociétés civiles du Nord et du Sud de la Méditerranée est une nécessité absolue si nous voulons avoir un impact sur la politique, au niveau national comme au niveau régional.

Améliorer l'efficacité de la société civile en encourageant les mouvements suscités par les soulèvements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est vital pour renforcer l'exercice de la citoyenneté.

Nous devons nous opposer vigoureusement à toute forme de relativité en ce qui concerne les droits de l'Homme et réaffirmer l'universalité des droits fondamentaux comme la conséquence d'un processus graduel de reconnaissance individuelle et collective, où les traditions nationales et culturelles trouvent naturellement leur place, non pas en parallèle ou par opposition l'une à l'autre, mais sur une base de valeurs non négociables. A cet égard, la protection des droits des minorités de toute nature est une condition obligée du respect du pluralisme.

Mettre fin aux politiques à deux vitesses et construire des relations entre les pays du nord et du sud de la Méditerranée sur la base du développement de valeurs communes plutôt que de l'intérêt d'une seule partie est un prérequis de la crédibilité de l'universalité des droits de l'Homme. L'UE doit donc se consacrer essentiellement à la résolution pacifique des conflits régionaux, tant au Sahara occidental qu'en Palestine, dans le respect des résolutions de l'ONU, surtout en ce qui concerne le droit au retour des réfugiés.

Le peuple palestinien vit toujours dans l'oppression, et le sort du peuple syrien continue de peser lourdement sur la conscience de l'humanité. Sachant que de nombreux militants ont payé de leur vie leur engagement envers les droits de l'homme et que beaucoup d'autres lui ont sacrifié leur liberté, et fermement convaincu que tous les peuples aspirent aux mêmes libertés, le Réseau continuera d'œuvrer, dans cette partie du monde, en faveur de l'égalité des droits, de la redevabilité et de la justice.

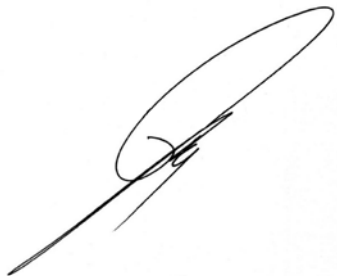
6. Remerciements

Lors de la clôture de l'Assemblée générale, le Président a vivement remercié tous les participants pour ces trois journées fructueuses passées ensemble, ainsi que tous les membres d'EuroMed Droits pour leur travail passé et à venir.

Ce fut aussi l'occasion de remercier chaleureusement les membres sortants du Comité exécutif - Alya Chérif Chammari, Eugenia Papamakariou, Nassera Dutour, Ayachi Hammami et Mahmoud AbuRahma – le personnel des bureaux de Copenhague, de Bruxelles, de Paris et de Tunis, et les interprètes présents à l'AG.

Enfin, EuroMed Droits a tenu à exprimer sa gratitude au DAPP et à SIDA pour leur généreux soutien financier, qui lui a permis d'organiser son Assemblée générale dans les meilleures conditions.

Michel Tubiana,
Président de EuroMed Droits

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop at the top and a long, horizontal stroke extending to the right.

Marc Schade-Poulsen,
Directeur exécutif EuroMed Droits

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style. The first part of the signature is 'Marc Schade' and the last part is 'Pul', which is a shortened version of 'Poulsen'.

Plénière lors de l'Assemblée générale

7. Annexe :

Ordre du jour de l'Assemblée générale

JEUDI 11 JUIN

Soirée

Arrivée des participants

VENDREDI 12 JUIN

11.00-12.00

Réunion du Bureau provisoire de la Présidence/du comité de la Déclaration finale

13.30-13.45

Ouverture de l'Assemblée Générale du REMDH

- » Adoption de l'ordre du jour de la réunion
- » Adoption du Bureau de la Présidence/du comité de la Déclaration Finale
- » Election des scrutateurs pour les élections du Comité exécutif

Président de séance : Michel Tubiana, Président du REMDH, France

13.45-14.15

Discours devant l'Assemblée Générale

- » Stavros Lambridinis, Représentant spécial de l'UE pour les droits de l'Homme
- » Kamel Jendoubi, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, Tunisie, et Président honoraire du REMDH
- » Azza Soliman, avocate des droits de l'Homme et fondatrice du Centre d'aide juridique aux femmes égyptiennes (CEWLA)

Président de séance : Michel Tubiana, Président du REMDH, France

14.15-15.45

Présentation des rapports

- » Rapport moral : Michel Tubiana, Président du REMDH
- » Audit genre : Sarah Gjerding, Chargée de Programme Genre du REMDH
- » Rapport d'activités : Marc Schade-Poulsen, Directeur exécutif du REMDH
- » Rapports financiers 2012, 2013 et 2014 : Moataz El Fegieri, Membre du CE et Trésorier du REMDH

Présidente de séance : Nassera Dutour, Vice-Présidente du REMDH, Algérie

15.45-16.15

Pause café

16.15-17.45

Discussion des Rapports

Présidents de séance : Osman İşçi, membre du CE du REMDH, Turquie
Raffaella Bolini, membre du CE du REMDH, Italie

17.45-18.00 **Vote des rapports**
18.00-18.30 **Présentation des nouveaux membres du REMDH et vote sur leur adhésion au REMDH**
Présidents de séance : Osman İşçi, membre du CE du REMDH, Turquie
Søs Nissen, membre du CE du REMDH, Danemark

18.30-20.00 **Réunion du Bureau de la Présidence/du comité de la Déclaration finale**

20:00 **Dîner de bienvenue à l'hôtel**

SAMERDI 13 JUIN

09.00-09.30 **Présentation du Programme de travail 2015-2017 et du budget 2015-2017**
Présentation : Marc Schade-Poulsen, Directeur Exécutif du REMDH
Président de séance : Moataz El Feghery, membre du CE, Institut pour l'étude des droits de l'Homme, membre régional

09.30-10.30 **Discussion préliminaire sur le Programme de travail 2015-2017 et sur le budget 2015-2017**
Président de séance : Ishai Menuchin, Directeur exécutif, Public Committee Against Torture in Israel (PCATI), Israël

10.30-11.00 **Pause café**

11.00-13.15 **3 Ateliers :**

SUJET 1 :

Multiplicité des frontières : Décès, rencontres et accès aux droits

Modératrice : Anitta Kynsilehto, Chercheuse sénior, Tapri et Nordic Africa Institute

Intervenant : Rachid Malaoui, Président, SNAPAP, Algérie

Intervenante : Dr Radostina Pavlova, Membre du CA, Center for Legal Aid - Voice of Bulgaria

SUJET 2:

Droits de l'Homme et militarisation de la politique au Sud de la Méditerranée

Moderatrice : Søs Nissen, Responsable du programme MOAN Program, Dignity, Danemark

Intervenant : Mario Abou Zeid, Analyste, Carnegie Middle East Centre, Liban

Intervenant : Shawan Jabareen, Directeur général, Al Haq, Palestine

SUJET 3:

Révision de la PEV : les droits de l'Homme d'abord !

Modératrice : Lamia Ghrar, Directrice exécutive, Institut arabe pour les droits de l'Homme, Tunisie

Intervenant : Erwan Lannon, Professeur à l'université de Gand, Belgique

Intervenant : Vincent Forest, Directeur du Plaidoyer, REMDH

13.15-14.15 **Déjeuner**

14.15-15.00 **Présentation des candidats au Comité exécutif & vote**

(ouverture des urnes entre 15.00 et 18.00)

Présidente de séance : Souhayr Belhassen, Présidente honoraire, FIDH

15.00-15.30 **Pause café**

15.30-17.30 **4^{ème} Consultation du Conseil des Représentants de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FEMDH)**

19.00-20.30 (départ. 18.00)

Réception à l'Hôtel de Ville à l'invitation du Bourgmestre de Bruxelles, M. Yvan Mayeur

DIMANCHE 14 JUIN

09.00-09.15 **Résultat des élections du Comité exécutif**

Présidente de séance : Marie Lavrentiadou, REMDH, membre honoraire,
Présidente du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale
(EEDDA), Grèce

09.15-09.45 **Rapports des 3 ateliers**

Présidente de séance : Nabia Haddouche, Présidente nationale, Association
démocratique des Femmes du Maroc (ADFM), Maroc

09.45-10.30 **Discussion of the suggested amendments to the Statutes**

Présentation : Michel Tubiana, Président honoraire de la Ligue des Droits
de l'Homme, France
Présidente de séance : Lone Lindholt, membre honoraire du REMDH,
Danemark

10.30-11.00 **Pause café**

11.00-11.15 **Votes sur le Programme de travail 2015-2017 et budget 2015-2017 du REMDH**

Présidente de séance : Catherine Teule, Vice-Présidente, Association euro-
péenne pour la Défense des Droits de l'Homme (AEDH), membre régional

11.15-11.30 **Élection de la Commission des conflits**

Présidente de séance : Catherine Teule, Association européenne pour la
Défense des Droits de l'Homme (AEDH)

11.30-12.30 **Adoption de la Déclaration de l'Assemblée Générale**

Présentation : Michel Tubiana, Président honoraire de la Ligue des Droits
de l'Homme, France
Président de séance : Wadih Al-Asmar, Secrétaire général, Centre libanais
des droits de l'Homme, Liban

12.30-13.00 **Présentation du personnel du REMDH**

Président de séance : Président/e du REMDH

13.00-13.30 **Clôture de l'Assemblée Générale par le/la Président(e) du REMDH**

Président de séance : Président/e du REMDH

13.30-14.30 **Déjeuner**

13.30-14.00 **Réunion du nouveau Comité exécutif**



ANITTA KYNSILEHTO, Membre du CE



RAFFAELLA BOLINI, Membre du CE



MOATAZ EL FEGHERY, Membre du CE



OSMAN ISCI, Membre du CE



MESSAOUD ROMDHANI, Membre du CE



SOS NISSEN, Membre du CE



CATHERINE TEULE, Membre du CE



NABIA HADDOUCHE, Membre du CE



ISAÍAS BARREÑADA, Membre du CE



WADIH AL ASMAR, Membre du CE



EuroMed Rights – Euro-Mediterranean Human Rights Network
EuroMed Droits – Réseau euro-méditerranéen des droits humains
الأورو-متوسطية للحقوق- الشبكة الأوروبية المتوسطية لحقوق الإنسان